

Les services spéciaux français en Indochine. 2e partie

Autor(en): **Raggi, Philippe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **138 (1993)**

Heft 10

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345345>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les services spéciaux français en Indochine (2)

Par Philippe Raggi

Après avoir détaillé l'«ordre de bataille» des services spéciaux français en Indochine, l'auteur aborde, dans une deuxième partie, les interventions des groupes armés et l'organisation de maquis.¹

3. L'Action

Que représentait le travail de la Section Action? Indéniablement, le terme même d'«Action» ne recouvrait pas la même réalité en Europe ou dans les Territoires d'outre-mer. Les notions généralement répandues sur l'Action sont confuses. «Même ceux qui étaient chargés, en Indochine, de la conduire manquaient parfois de lumière à son «sujet» (Roger Trinquier). Il convient donc de dégager quelques idées, de les replacer dans le contexte indochinois.

L'Action est d'abord une forme de combat. Elle ne vise pas le renseignement: elle se sert du renseignement; celui-ci est indispensable et, dans certains cas, l'Action peut être appelée à avoir son propre service de recherche. Elle vise la destruction du potentiel ennemi là où les moyens classiques ne peuvent pas, pour une raison ou une autre, l'atteindre. Un bombardement n'est pas toujours possible. Et s'il a lieu,

il peut fort bien manquer son objectif et causer d'énormes dégâts matériels et humains. Une équipe «Action» remplit la mission mieux et à moindre prix.

L'Action ne s'assimile pas pour autant au «commando». Celui-ci, pour des motifs analogues d'efficacité et d'économie, tend également à la destruction, mais ses caractéristiques essentielles (surprise, choc et rapidité) sont celles du coup de main. Lancé d'une base amie, il suppose un va-et-vient immédiat. La mission est limitée dans le temps et dans l'espace; elle ne débord pas le cadre d'un acte de guerre pur, essentiellement localisé. Il en va tout autrement pour l'Action. En effet, elle ne se sépare pas de tout un contexte; elle s'accompagne de mille problèmes insolubles avant la mission, sans liens apparents avec l'objectif final, et pourtant essentiels.

Il s'agit pour l'agent ou l'équipe abandonnés à eux-mêmes, de subsister, de remonter la chaîne qui va les

conduire au but, sans éveiller l'attention; souvent d'organiser cette chaîne de toutes pièces.

La technique et le courage gardent leur valeur, mais ne suffisent plus. Au bout de la route demeure toujours l'acte de combat: mais il faut, avant, parcourir cette route et c'est bien le plus difficile.

L'Action se singularise plus encore quand elle touche des domaines extramilitaires. Sa raison reste la même: toujours une destruction de potentiel, mais celui-ci peut être moral, psychologique, politique. Tous les terrains sont bons où l'ennemi se trouve en défaut.

Il faut alors agir par personnes interposées, faire naître des mouvements, monter des maquis, étendre des réseaux en s'appuyant généralement sur un idéal ou, au moins, des idées. De rien, il s'agit de tout faire ou presque, saisir au vol les occasions, avancer fermement sans certitudes, durer pour aboutir.²

¹ Voir RMS, septembre 1993.

² Nous pourrions donner l'exemple de l'odyssée des sergents Bourdon et Baudoin; in *Journal de marche. Annexe 2; Rapport d'activités du G.C.M.A. (4^e trimestre 1952)*, repris dans le livre du colonel R. Trinquier: *Les Maquis d'Indochine*.

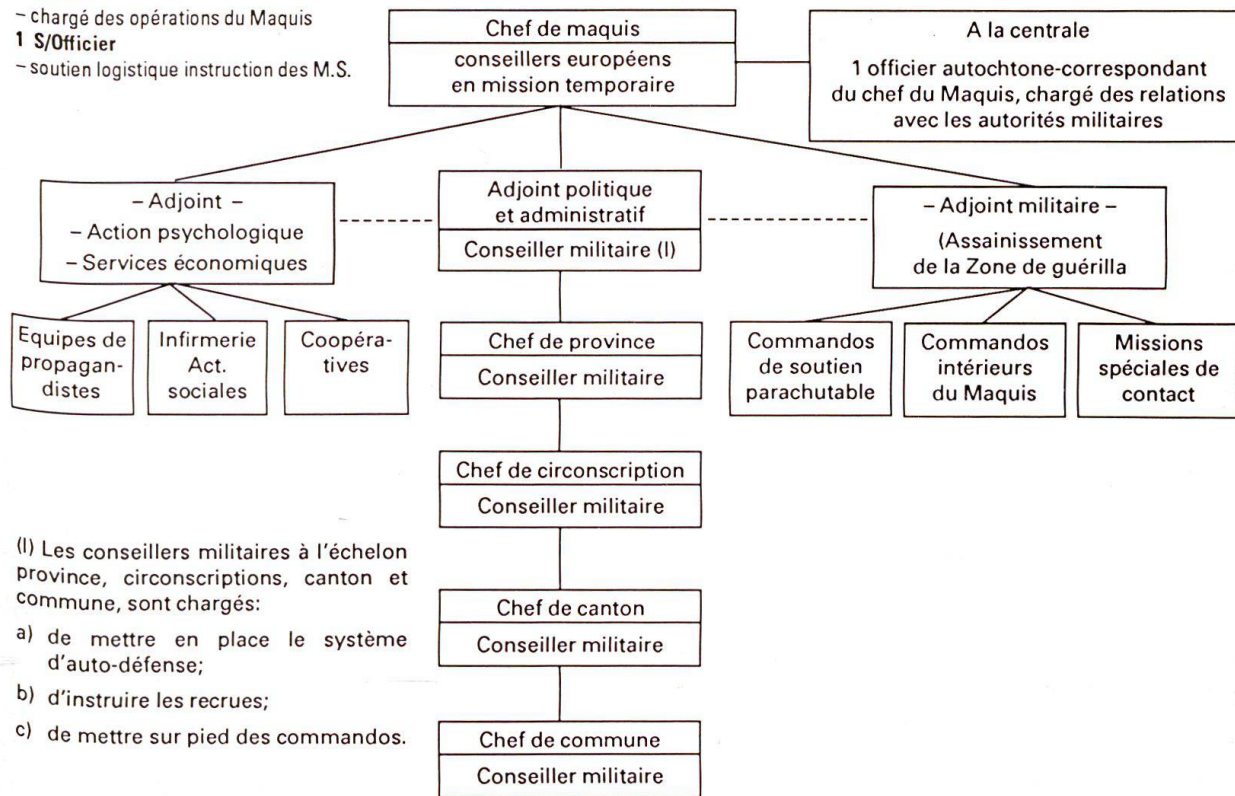
Organisation intérieure d'un maquis

1 officier

- chargé des opérations du Maquis

1 S/Officier

- soutien logistique instruction des M.S.



(I) Les conseillers militaires à l'échelon province, circonscriptions, canton et commune, sont chargés:

- a) de mettre en place le système d'auto-défense;
- b) d'instruire les recrues;
- c) de mettre sur pied des commandos.

Apparaissent ici les qualités inhérentes à l'homme dont le travail est l'Action. Il est plus qu'un militaire, sa marge de manoeuvre est très étendue et ses qualités individuelles sollicitées à un niveau ultime. Il s'agit pour lui de saisir ce qui fait l'essence de sa personnalité et de la porter à un degré tel qu'il se sublime et devient «pensée et action en mouvement». Ce qui fait la caractéristique du personnel destiné à l'Action est que seuls en font partie, «ceux qui pensent et voient

par delà les cimes», tout en ayant le sens du concret.³

En Indochine, l'Action avait déjà débuté avant la guerre révolutionnaire. Une première expérience avait eu lieu en 1945. Il s'agissait notamment de guérilla et de sabotage contre les Japonais, de mise sur pied de bases pour de futures interventions aéroportées d'envoie. Et ces opérations avaient réussi dans les zones peuplées d'éléments favorables à la cause française (Laos), mais elles

avaient échoué au contraire en pays annamite devant l'effervescence et la xénophobie des habitants. De ces expériences, des leçons furent tirées; plus tard, il fallut encore modifier et revoir le problème de l'Action: le Viet-Minh avait changé, il fallait faire de même. Le V.M. faisait de l'Action depuis le début du conflit et avait enregistré des résultats. Le service Action (GCMA/GMI) emprunta les mêmes méthodes et arriva à battre son adversaire sur son propre terrain, mais

³ Nous pouvons citer un tel homme: le sergent-chef Chatel du GCMA qui, à lui seul, leva une armée de plus de 1000 partisans dans le maquis «Colibri».

trop tard cependant pour renverser la situation, irrémédiable à partir de 1951/1952.

L'issue de la guerre n'incombait pas uniquement au service Action certes, mais néanmoins son influence fut remarquable. «La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée à des militaires»; quand Clémenceau a dit cela, il y a plus de quatre-vingts ans, il avait peut-être raison, mais après 1945, les choses en allaient autrement. La guerre était devenue trop complexe pour être entendue («verstehen») par les politiques seuls. Ainsi, dans le conflit indochinois, il est impossible de faire l'impasse sur les problèmes politiques français de l'époque et donc sur les tergiversations dans l'énoncé des directives données aux militaires, pour expliquer les facteurs de la défaite.⁴ «Il y a comme un mécanisme de la défaite. A partir des erreurs initiales, des fautes des gens et des services, elle se multiplie au carré - c'est la progression géométrique du désastre. C'est ce qui est arrivé en Indochine; en fait la fatalité a été provoqué.»⁵

4. Les maquis

Afin de saisir ce que le service Action français a opéré en Indochine, voyons un des maquis du Tonkin,

depuis les préparatifs et projets aux résultats et enseignements.

Le maquis «Colibri» s'implanta dans la région du massif de Long He et de la ville de Cotonh, dans un territoire peuplé essentiellement de Méos et de Thaïs; ces populations hostiles, pour des raisons ancestrales au V.M., représentaient le cadre idéal pour la mise en place de l'infrastructure politico-militaire d'un maquis.

Le chef de la mission «Maquis» reçut dans les tout premiers jours de janvier 1953 les directives du commandement. A l'intérieur du triangle Tuan Giao/Son-La/Dien Bien Phu existait un habitat strictement Méo qu'il importait de contacter et de travailler le plus rapidement possible, pour éviter son pourrissement par le V.M., soucieux de trouver dans ces régions d'accès difficiles, un refuge idéal pour leur Can-Bos⁶ et leurs groupes de guérilla.

Dès le début de son installation et en première urgence, le chef d'antenne devait s'efforcer d'orienter son action sur les pays Méos du Long He, afin de coordonner ses efforts avec l'antenne en cours d'organisation dans la région de Dien Bien Phu, et appelée à travailler ultérieurement dans le même sens sur le massif situé à l'est de cette localité.

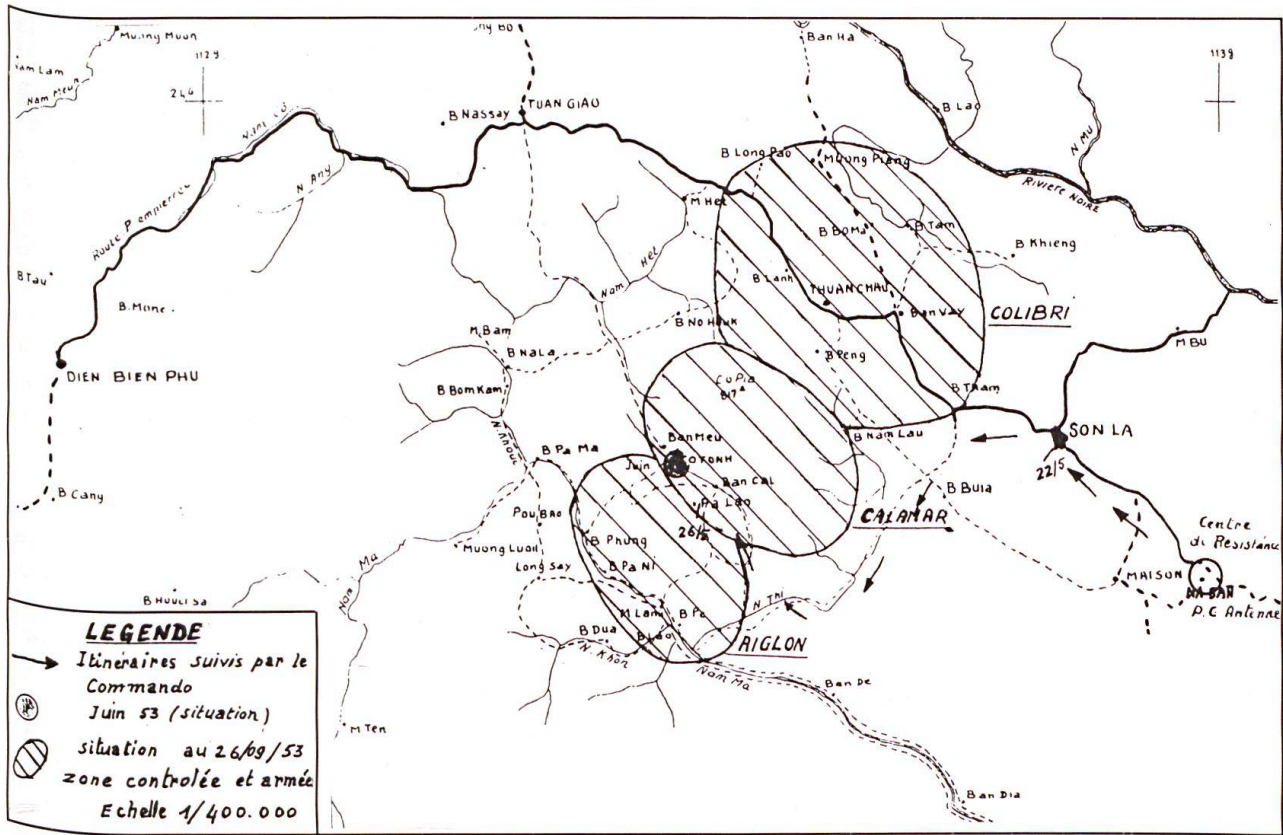
Avant son départ pour Na San, l'officier désigné pour prendre le commandement de l'antenne, prit connaissance, au bureau Documentation de la Représentation Régionale (R.R.) du Tonkin, des documents existants sur la région. Cette première étude lui permit de se faire une idée sur le pays et les gens avec lesquels il devait travailler.

Le rassemblement des moyens et l'instruction durèrent de janvier à avril 1953. Le recrutement s'effectua dans des conditions difficiles. En effet, à cette époque le Centre de Résistance (C.R.) de Na San était ceinturé par le V.M., dont les Can-Bos contrôlaient la région. De plus, le moral des populations n'était pas très élevé. Malgré ces grosses difficultés, le chef de l'antenne établit les contacts avec les chefs locaux et, au mois de mai, l'antenne comprenait 50 hommes instruits et bien entraînés. L'instruction s'était faite sur place au cours des diverses patrouilles effectuées par les unités du C.R. Par contre celle des radios et des chefs d'équipes fut faite à la centrale de la Représentation Régionale. Ces 50 hommes, formés en équipes, constituaient des Missions Spéciales de contact (le terme M.S. signifiait aussi bien le groupement que les hommes en faisant partie).

⁴Des faits regrettables viennent entacher davantage le conflit: la concussion et le trafic de piastres.

⁵Lucien Bodard, L'humiliation.

⁶Can-Bo: Commissaire politique du V.M.



5. La mise en place des M.S. (missions spéciales)

Entre avril et mai 1953, profitant des sorties des unités du C.R., les M.S. s'infiltrèrent à travers le dispositif viet-minh, et prirent les contacts nécessaires. Entre autres, le chef local vint en liaison auprès du chef d'antenne et l'informa de la possibilité d'armer immédiatement 150 hommes. Au début du mois de mai, dès le retour des premières M.S., le chef d'antenne avait organisé sa zone. Un sous-officier européen (un sergent-chef) fut prévu pour en prendre le commandement et, de la fin mai

au mois de juin, la mise en place de la zone «Maquis» se réalisa.⁷ La mise en place de l'armement, elle, se fit graduellement. Le 20 mai, profitant d'une opération sur Son La, le sous-officier quitta Na San, P.C. de l'antenne, avec mission de gagner Ban Cotonh; il disposait d'un commando de 40 hommes bien entraînés et d'un poste de radio. Le 22 au soir, il abandonna la colonne opérationnelle et se dirigea sur Ban Hom. Le 26, il atteignit Pa Lao. Au cours de sa progression, il intercepta une colonne de coolies V.M. recrutés de force. Il élimina l'escorte V.M.; les gens ayant manifesté l'intention de le suivre, il les fit progresser

derrière lui, à distance de quatre heures de marche. Ils constituèrent par la suite son commando thaï. Arrivé dans la région Méo, les contacts établis par les M.S. se concrétisèrent et, le 30 mai, les premières armes étaient parachutées.

Le commandant du C.R. de Na San, après avoir pris connaissance de la mission donnée au chef d'antenne GCMA, ne lui cacha pas que cette mission lui avait paru impossible à remplir, étant donné la situation du moment.

Six mois plus tard, le maquis «Colibri» avait pris solidement pied dans tout le massif du Long He. La réus-

⁷ Pour différencier un maquis en activité d'un futur maquis le terme de Mission «Maquis» était employé durant toute la phase précédant l'implantation d'armes; une fois celle-ci effectuée, elle prenait l'appellation de Zone «Maquis».

site était due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, à l'aide totale fournie par le commandant du C.R., ensuite à la ténacité et à la clairvoyance du chef de la mission «Maquis», le capitaine Hébert, enfin au raid audacieux exécuté dans des conditions délicates par un sous-officier d'une rare valeur, le sergent-chef Chatel.

Au 30 juin, le maquis en place comptait 250 Thaïs, 180 Méos, tous armés et encadrés. Dans sa phase d'extension, le maquis fut organisé en trois groupes, «Colibri», «Aiglon», et «Calamar», avec à la tête de chacun d'eux, un sous-officier européen; l'ensemble étant sous l'autorité d'un officier. Au 30 septembre 1953, l'effectif de «Colibri» était de 1250 hommes, celui de «Calamar» de 950 et celui d'«Aiglon» de 200.

6. La fin de l'action et de l'Indochine française

Ainsi, avec relativement peu de moyens, toute une zone fut interdite au V.M. L'exemple seul du maquis «Colibri» démontra au commandement des F.T.N.V. (Forces Terrestres du Nord Vietnam) la remar-

quable efficacité ainsi que la rentabilité des G.C.M.A. Cette action avait permis de donner aux équipes, aux agents directs, un tremplin, une plate-forme. Les autres maquis d'Indochine donnèrent dans l'ensemble d'aussi bons résultats, mais restait la question de leur fidélité, de leur attachement à la cause française. Elle importait doublement: pour le choix des agents mais plus encore pour la pénétration du pays et les possibilités d'influence auprès des populations. Les régions de minorités, d'une façon générale, étaient favorables à la cause française et souhaitaient sa présence. Pour elles, c'était un élément de protection face au V.M. Dans le pays annamite (centre Vietnam) ou dans certaines régions occupées par le V.M., l'Action devait plus s'identifier au commando. Cependant, même en zone hostile se trouvaient toujours des éléments d'opposition (catholiques et sectes religieuses telles les Hoa Hao ou encore les Caodaïstes), ce qui n'excluait pas la possibilité de traiter ces régions, si l'on travaillait les mécontents. C'est ce qui fut entrepris jusqu'à la limite des moyens et des ordres.

Il ne s'agissait pas, en Indochine, d'appliquer une

doctrine Action mise sur pied en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Action devait se «mouler» sur le pays, s'adapter à chaque région, aux différentes populations, emprunter les formes les plus diverses; ce qui fut entrepris.

Le V.M. faisait preuve d'une imagination extraordinaire dans la recherche et l'exploitation des points faibles français⁸. Les services spéciaux furent en mesure de trouver les paradés appropriées en adoptant une structure correspondante et efficiente des sections et dans les types d'actions engagées par elles.

Après la fin du réduit central de Dien Bien Phu et de la conférence de Genève (7 mai-20 juillet 1954), la politique française changea et les ordres destinés au Commandement général indiquèrent clairement le désengagement total des forces et donc des services spéciaux, ce qui fut souvent dramatique.⁹ Le «cessez-le-feu» advint le 11 août 1954 après 9 ans d'un conflit tragique qui forgea malgré tout l'âme de l'armée française.

P. R.

⁸ Grâce notamment à l'action de l'entreprise «Van» (Le service d'action psychologique du Viet-Minh).

⁹ De nombreux maquis furent désarmés par les Français et abandonnés à la fureur rouge; d'autres furent purement et simplement oubliés du jour au lendemain (fin des parachutages de ravitaillement en armes et munitions) donc sans possibilité de résister longtemps face à la marée V.M.